



Règlement de la consultation

*Travaux de mise en accessibilité de
l'ERTS Olivet*



MAITRE D'OUVRAGE

ERTS Olivet

2032 rue de Général de Gaulle
45160 OLIVET

Tél. : 02.38.69.17.45 / Fax : SO

Date et heure limite de remise des offres :

Le 26/10/2020, 13:00:00, délai de rigueur



SOMMAIRE

I.	OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	4
1.	DESIGNATION DU PROGRAMME	4
2.	DECOMPOSITION DES LOTS.....	4
II.	INTERVENANTS DE L'APPEL D'OFFRES	5
1.	MAITRE DE L'OUVRAGE.....	5
a.	<i>Identité du maître d'ouvrage.....</i>	<i>5</i>
2.	MAITRISE D'ŒUVRE.....	5
a.	<i>La maîtrise d'œuvre est constituée pour les ouvrages de bâtiments de</i>	<i>5</i>
b.	<i>La maîtrise d'ouvrage est assistée de</i>	<i>5</i>
3.	CONTROLE TECHNIQUE.....	5
a.	<i>Contrôleur Technique.....</i>	<i>5</i>
4.	COORDONNATEUR DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE	5
a.	<i>Coordonnateur SPS.....</i>	<i>5</i>
III.	CONDITIONS DE L'APPEL D'OFFRES	6
1.	ETENDUE DE LA CONSULTATION ET PROCEDURE	6
2.	GROUPEMENT D'ENTREPRENEURS	6
3.	COMPLEMENTS A APPORTER AU CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	6
4.	SOLUTION DES BASE – VARIANTES.....	6
5.	CANDIDATURES VARIABLES	6
6.	MODE DE REGLEMENT	7
7.	DELAI D'EXECUTION	7
8.	CADRE DE DECOMPOSITION DU PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE.....	7
a.	<i>Cadre de décomposition du prix global et forfaitaire</i>	<i>7</i>
b.	<i>Quantitatif.....</i>	<i>7</i>
9.	MODIFICATIONS AU DOSSIER DE CONSULTATION	7
10.	DELAI DE VALIDITE DES CANDIDATURES	7
11.	PROPRIETE INTELLECTUELLE DES PROJETS.....	7
12.	GARANTIES PARTICULIERES POUR MATERIAUX DE TYPE NOUVEAU	7
13.	MESURES PARTICULIERES CONCERNANT LA PROPRETE EN SITE URBAIN	7
IV.	PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	8
1.	COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	8
2.	JUSTIFICATIFS QUANT AUX QUALITES, CAPACITES ET REFERENCES DES CANDIDATS.....	8
3.	COMPOSITION DE LA CANDIDATURE	9
V.	JUGEMENT DES CANDIDATURES	9

1. CRITERES DE JUGEMENT	9
<i>a. Critères de jugement des candidatures</i>	<i>9</i>
<i>b. Critère de jugement des candidatures</i>	<i>10</i>
VI. SUITE A DONNER A LA CONSULTATION	10
VII. ENVOI DEMATERIALISE	11
1. DEPOT PAR VOIE ELECTRONIQUE	11
2. STRUCTURE DE L'ENVELOPPE ELECTRONIQUE ET FICHIERS A INSERER	11
3. COPIE DE SAUVEGARDE.....	11
VIII. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	12
1. COMPLEMENTS D'INFORMATIONS.....	12
<i>a. Demandes par écrit.....</i>	<i>12</i>
<i>b. Visite des lieux.....</i>	<i>12</i>

I. Objet de l'appel d'offres

1. Désignation du programme

Les travaux faisant l'objet des présents documents consistent à la :

Travaux de mise en accessibilité de l'ERTS Olivet

Adresse des travaux :

2032 rue de Général de Gaulle
45160 OLIVET

Comprenant :

- Travaux de mise en accessibilité du patrimoine de l'ERTS

2. Décomposition des lots

Les travaux sont répartis en lots définis comme suit :

- Lot n°1 : VRD, GROS OEUVRE, DEMOLITION
- Lot n°2 : MENUISERIES EXTERIEURES, SERRURERIE
- Lot n°3 : MENUISERIES INTERIEURES, AGENCEMENT, PLATRERIE, SIGNALÉTIQUE
- Lot n°4 : PLOMBERIE, SANITAIRES
- Lot n°5 : ELECTRICITE, COURANTS FAIBLES, COURANTS FORTS
- Lot n°6 : REVÊTEMENTS DE SOLS ET MURS, PEINTURE
- Lot n°7 : ASCENSEURS, ELEVATEURS

II. Intervenants de l'appel d'offres

1. Maître de l'ouvrage

a. Identité du maître d'ouvrage

Le maître de l'ouvrage est l'**ERTS Olivet** représenté par **Mme HOSTALIER Anne**

Au cas où le **ERTS Olivet** se substituerait une autre société pour la réalisation de l'opération, le maître de l'ouvrage s'oblige à faire reprendre, par la société substituée, les droits et obligations contenus au présent contrat. La faculté de substitution ainsi réservée au maître de l'ouvrage ne saurait ouvrir droit pour le titulaire, à résilier son contrat ou à indemnités quelconques.

2. Maîtrise d'œuvre

a. La maîtrise d'œuvre est constituée pour les ouvrages de bâtiments de

ACCEO Accessibilité

16 rue de la Mouchetière Z.I Ingré

45140 Ingré

Tél. 07.85.72.45.23

b. La maîtrise d'ouvrage est assistée de

- un contrôleur technique
- un coordonnateur de sécurité et de protection de la santé

3. Contrôle technique

a. Contrôleur Technique

Le maître de l'ouvrage est assisté d'un Contrôleur technique qui intervient dans les conditions prévues par le titre II de la Loi du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction. Les missions confiées au Contrôleur Technique concernant notamment :

- Mission L : Solidité des structures
- Mission LE : Solidité des existants
- Mission SEI : Sécurité vis-à-vis de l'incendie et des chutes dans les ERP
- Mission HAND : Respect des prescriptions réglementaires relatives à l'accessibilité des personnes à mobilité réduite

La mission de contrôle technique est assurée par : SOCOTEC CONSTRUCTION, Immeuble CITEVOLIA – 1 Place Rivierre Casalis – 45400 FLEURY LES AUBRAIS

4. Coordonnateur de sécurité et de protection de la sante

a. Coordonnateur SPS

L'ouvrage à réaliser est soumis au contrôle d'un coordonnateur SPS. La mission globale du coordonnateur SPS pour cette opération de construction comprend les éléments de mission conformes à la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et aux décrets n° 94-1159 du 26 décembre 1994 et n° 95-543 du 4 mai 1995.

La mission de coordonnateur SPS est assurée par : DEKRA Industrial SAS, 8Bis rue Daniel Mayer - 37100 TOURS

III. Conditions de l'appel d'offres

1. Etendue de la consultation et procédure

Le marché est passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert.

La procédure d'appel d'offre est la suivante :

Le maître d'ouvrage procède à l'ouverture des plis et élimine les candidats ne répondant pas aux exigences du dossier de consultation.

Il procède ensuite à l'analyse des candidatures sur la base du rapport du maître d'œuvre et conformément aux critères de sélection fixés ci-dessous. Le jugement des candidatures donnera lieu à un classement et l'offre la mieux classée sera retenue (offre économiquement la plus avantageuse).

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de négocier le contenu des candidatures avec un ou plusieurs candidats, dans le respect des principes de transparence et d'égalité entre les candidats.

Le marché est un marché composé de travaux prévus en base :

- Lot n°1 : VRD, GROS OEUVRE, DEMOLITION
- Lot n°2 : MENUISERIES EXTERIEURES, SERRURERIE
- Lot n°3 : MENUISERIES INTERIEURES, AGENCEMENT, PLATRERIE, SIGNALÉTIQUE
- Lot n°4 : PLOMBERIE, SANITAIRES
- Lot n°5 : ELECTRICITE, COURANTS FAIBLES, COURANTS FORTS
- Lot n°6 : REVÊTEMENTS DE SOLS ET MURS, PEINTURE
- Lot n°7 : ASCENSEURS, ELEVATEURS

La réponse aux travaux prévus en base est obligatoire. A défaut, la candidature du candidat sera rejetée.

2. Groupement d'entrepreneurs

Le marché pourra être conclu :

- Soit avec un entrepreneur
- Soit avec des entrepreneurs groupés conjoints : en cas de présentation d'un groupement solidaire, le groupement sera contraint d'assurer sa transformation en groupement conjoint pour l'attribution du marché.

Les entrepreneurs désigneront un mandataire qui sera solidaire pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

3. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières

Les candidats n'ont pas à apporter de complément aux Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.). Ils devront remettre une offre rigoureusement conforme au projet établi.

4. Solution des base – variantes

Les candidats doivent présenter une proposition entièrement conforme au dossier de consultation comportant obligatoirement la solution de base conforme au C.C.T.P. ainsi que les variantes à l'initiative du maître d'ouvrage.

Les variantes techniques libres sont autorisées dans la mesure où elles sont chiffrées en sus des prestations prévues en base.

5. Candidatures variables

Les candidatures variables ne sont pas autorisées dans le cadre de cette consultation.

6. Mode de règlement

Le mode de règlement est le virement administratif. Le délai de paiement est de 30 jours.

7. Délai d'exécution

Le délai d'exécution est fixé dans le planning prévisionnel de l'opération. Il ne peut en aucun cas être changé. L'attention des candidats est appelée sur le fait que le caractère absolument impératif des délais de l'opération a conduit à aménager des mesures coercitives.

8. Cadre de décomposition du prix global et forfaitaire

a. Cadre de décomposition du prix global et forfaitaire

Un cadre de bordereau à remplir par les entreprises sera obligatoirement joint au dossier d'appel d'offres et servira de guide pour le jugement de chaque candidature lors de la remise de prix des entrepreneurs, ainsi que pour le paiement des travaux lors des situations travaux. Ce cadre de bordereau sera pris pour les éventuels travaux supplémentaires.

b. Quantitatif

Les quantitatifs renseignés dans le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (CDPGF) le sont à titre purement indicatif. Ils doivent être vérifiés par le soumissionnaire et feront l'objet d'un règlement forfaitaire non modifiable.

9. Modifications au dossier de consultation

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard cinq (5) jours ouvrés avant la date limite fixée pour la remise des candidatures des modifications au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des candidatures est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

10. Délai de validité des candidatures

Le délai de validité des candidatures est fixé à cent vingt jours (120) à compter de la date de remise des candidatures.

11. Propriété intellectuelle des projets

Les propositions techniques présentées par les candidats demeurent leur propriété intellectuelle pour ce qui concerne leurs procédés.

12. Garanties particulières pour matériaux de type nouveau

En cas d'usage ou de mise en œuvre de matériaux, de fournitures ou procédés de type nouveau, il sera demandé des garanties dont la durée et la nature ne sauraient être inférieures à celles qui découlent de la réglementation et des documents techniques généraux.

Il doit être répondu aux performances demandées par les spécifications du descriptif. A cet effet, il est précisé qu'il sera demandé aux entreprises susceptibles d'être retenues définitivement, durant la phase d'analyse des candidatures, toutes notes de calcul, carnets de détail, etc., permettant de justifier le respect des performances.

13. Mesures particulières concernant la propreté en site urbain

L'attention des entreprises est appelée sur les conditions d'exécution des travaux projetés en ce qui concerne la tenue du chantier, son apparence extérieure et sa propreté.

L'entreprise doit inclure dans sa candidature les sujétions visant la propreté des voiries et limitant les nuisances par rapport aux habitations riveraines.

IV. Présentation des candidatures et des offres

1. Composition du dossier de consultation des entreprises

Le DCE comprend :

- Le présent règlement de la consultation et ses annexes : annexe 1 « Grille de valorisation technique » (lots 1 à 6), annexe 2 « Valeur technique » (lot n° 7)
- Un CCAP (cahier des clauses administratives particulières),
- Un CCTP (cahier des clauses techniques particulières) par lot,
- Un CDPGF (cadre de décomposition du prix global et forfaitaire) par lot,
- Le calendrier prévisionnel de l'opération (Annexe 1 au CCTP),
- Les plans de repérage des travaux à réaliser,

Le dossier de la consultation des entreprises peut être retiré sur le site de l'ERTS : www.erts-olivet.org ou par courrier électronique à l'adresse suivante : direction@erts-olivet.org

Les dossiers des candidats seront entièrement rédigés en langue française ainsi que les documents de présentation associés.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

2. Justificatifs quant aux qualités, capacités et références des candidats

Il est demandé de produire les renseignements et documents suivants :

L'entreprise pourra utiliser les formulaires DC1 et DC2 disponibles sur <http://www.economie.gouv.fr/daj>

- Une déclaration d'intention de soumissionner ou le formulaire DC1
- La copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire
- Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article R2143-3 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018
- Une déclaration sur l'honneur attestant qu'il a satisfait à ses obligations sociales et fiscales, une attestation justifiant qu'il a satisfait aux obligations découlant des articles L 323.1, L 323.8 et L 323.8.5 du Code du Travail relatifs à l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés s'il s'agit d'une entreprise occupant au moins 20 salariés.
- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles. (ou DC2)
- Une déclaration indiquant les effectifs du candidat et le personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années. (ou DC2)
- Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel, l'équipement technique et les moyens humains dont le candidat dispose pour l'exécution des travaux. (ou DC2)
- La présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des trois dernières années, indiquant le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et le destinataire. (ou DC2)
- Les attestations d'assurance responsabilité civile, responsabilités biennale et décennale de l'année en cours.

L'habilitation expresse de la personne pouvant engager l'entreprise. En cas de groupement, il convient de transmettre l'habilitation du mandataire à engager tous ses co-traitants.

En cas de groupement, la déclaration de candidature est à remettre par le mandataire avec l'indication des membres du groupement. Par contre tous les autres éléments visés aux différents points sont à remettre par chaque membre du groupement.

Le candidat ou chaque membre du groupement pourra produire dès ce stade les certificats fiscaux et sociaux correspondants ainsi que les pièces mentionnées à l'article R324-4 ou R324-7 du Code du Travail.

A défaut, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché sera tenu de remettre l'ensemble de ces documents dans le délai de 5 jours à compter de la demande formulée par le maître d'ouvrage.

3. Composition de la candidature

- Un Cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (CDPGF) PAR LOT à remplir, dater et signer Cette décomposition est fournie impérativement sur support papier et sur support numérique comportant le fichier EXCEL.
- Un Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) à accepter sans modification, dater et signer
- Un Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) PAR LOT à accepter sans modification, dater et signer
- Le planning prévisionnel de l'opération à accepter sans modification, à dater et à signer
- Un Mémoire Technique détaillé, répondant à minima à la grille de valorisation technique (Annexe(s) 1 et/ou 2 au présent règlement de la consultation), et comprenant notamment :
 - *Identification de l'entreprise*
 - *Moyens humains du chantier : encadrement de chantier et effectifs*
 - *Procédés et moyens d'exécution : moyens matériels et procédés*
 - *Contraintes et difficultés techniques du chantier*
 - *Liste des fournitures et fournisseurs*
 - *Tâches sous-traitées et sous-traitants*
 - *Planning prévisionnel d'exécution faisant apparaître les principales tâches*
 - *Hygiène et sécurité – propreté du chantier*
 - *Dispositions prises pour le respect de l'environnement, en particulier le suivi et la traçabilité des déchets de chantier*
 - *Plan de contrôle qualité prévu (autocontrôle – contrôle interne)*
 - *Dispositions prévues dans le cadre de la prise en compte des préconisations de l'OPPBTP pour palier au risque sanitaire lié au COVID.*
- Les éventuels surcoûts liés au risque sanitaire COVID devront impérativement être détaillés poste par poste à travers un DPGF dédié et annexé à l'offre.
- Les plans des travaux de repérage et les plans projet dûment datés et signés

Les documents visés ci-dessus présentent un caractère obligatoire.

V. Jugement des candidatures

Le jugement des candidatures sera effectué dans les conditions prévues au présent règlement de consultation.

Ces conditions prévoient notamment :

- l'examen de la conformité des réponses aux documents de consultation
- la prise en compte des critères de jugement énumérés ci-après.

1. Critères de jugement

a. Critères de jugement des candidatures

Le maître d'ouvrage élimine les candidatures ne présentant pas les garanties, capacités et qualifications suffisantes, selon les critères suivants :

- renseignements relatifs aux moyens humains et matériels
- garanties financières
- liste des principaux clients pour lesquels des prestations similaires ont été fournies
- la conformité aux dispositions fiscales et sociales

Les candidatures qui ne seront pas conformes sur le plan administratif seront éliminées.

b. Critère de jugement des candidatures

Les critères de jugement des candidatures sont pondérés de la manière suivante afin d'établir une note et un classement des offres :

Pour l'ensemble des lots :

Libellé	%
1-Prix des prestations	40 %
2-Valeur Technique de l'offre	60 %

Critère 1 noté sur 40:

- 40 pour le moins-disant
- note en fonction de l'écart relatif :
- $\text{Note} = 40 \times [(\text{Montant de l'offre moins-disante})/(\text{Montant de l'offre})]$

Critère 2 noté sur 60: Valeur du mémoire technique

- Mise en œuvre des moyens suffisants permettant de s'assurer du respect des délais (20 Pts) ;
- Dispositions internes à l'entreprise et spécifiques au chantier permettant de s'assurer de la qualité de réalisation (15 Pts) ;
- Qualité des matériaux et matériels (15 Pts) ;
- Moyens humains et techniques affectés à l'opération (10 Pts) ;

A noter que la valeur technique de l'offre sera évaluée sur la base des informations fournies par les candidats sur la grille de valorisation technique des offres (Annexe N°1 au présent règlement de la consultation) à renseigner obligatoirement.

Il est rappelé également que la composition des dossiers de candidatures, et le respect des clauses du présent Règlement de Consultation seront rigoureusement vérifiés.

Tout rabais ou remises de toute nature qui ne sont pas expressément autorisés par le présent Règlement ne seront pas pris en compte.

Lors de l'examen des candidatures, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'elle estimera nécessaires.

Si au terme de la consultation, un candidat est informé que son offre est rejetée, il ne pourra prétendre à aucune indemnité, ni élever aucune réclamation dans l'hypothèse où le maître de l'ouvrage ne passerait pas avec lui le marché de travaux correspondant, quand bien même la mise au point de son offre aura nécessité la réalisation d'études complémentaires. En effet, le maître de l'ouvrage se réserve le droit de ne pas donner suite à la présente consultation.

Si l'un des sous-traitants désignés n'agrée pas au maître d'ouvrage, l'entreprise aura la possibilité d'en présenter un et seulement un autre. En cas de nouveau refus, la candidature sera déclarée incomplète. L'agrément du sous-traitant se fera en fonction des capacités professionnelles ainsi que des garanties financières. Ainsi, l'ensemble des documents exigés dans la première enveloppe devront être joints pour le sous-traitant à l'offre, à l'exclusion de la lettre de candidature. Chaque sous-traitant fournira une lettre certifiant qu'il a bien eu connaissance de l'ensemble des pièces du dossier de consultation des entreprises pour présenter sa candidature.

VI. Suite à donner à la consultation

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'organiser une négociation. Le cas échéant, il décide des concurrents admis à négocier.

Cette négociation pourra se dérouler dans le cadre d'échanges par écrit avec le candidat.

Cette négociation pourra porter sur tous les éléments de la candidature sans toutefois bouleverser l'économie générale du marché, ni en changer l'objet. La négociation respectera les principes d'égalité de traitement des candidats tout au long de la procédure, de confidentialité ainsi que du secret industriel et commercial.

A l'issue de la négociation, l'attribution du marché de travaux est prononcée par le maître d'ouvrage.

A l'issue de la consultation, il ne sera versé aucune prime aux candidats non retenus.

VII. Envoi dématérialisé

1. Dépôt par voie électronique

Le maître d'ouvrage accepte le dépôt des plis par voie électronique à l'adresse suivante :

direction@erts-olivet.org

Formats : Pour les documents exigés par le maître d'ouvrage, les formats autorisés en réponse sont : PDF pour toutes les pièces de la candidature. De plus, une version du CDPGF devra être transmise en format modifiable (Excel par exemple).

Si l'opérateur économique souhaite transmettre des documents supplémentaires autres que ceux exigés par le maître d'ouvrage alors il lui appartient de transmettre ces documents dans des formats réputés « largement disponibles » (ex. : Libre office, Word 97-2003, PowerPoint 97-2003, RTF, DWG, JPG, AVI ...). Le maître d'ouvrage ouvrira les pièces en format libre office.

Virus : Il est ici rappelé, qu'il appartient au soumissionnaire de disposer d'un système de contrôle des virus informatiques et de s'assurer que les fichiers remis sont exempts de virus.

Signature : Les documents devant être signés doivent, s'ils sont remis sous forme électronique, être signés à l'aide d'un certificat de signature électronique

2. Structure de l'enveloppe électronique et fichiers à insérer

Il est conseillé de numéroter les fichiers par ordre logique de présentation et en utilisant systématiquement deux chiffres (01, 02, 03 ...).

- Les documents constitutifs de la candidature doivent être regroupés dans un répertoire intitulé « Candidature ».
- Les documents constitutifs de l'offre doivent être regroupés dans un répertoire intitulé « Offre ». Dans le cas de lots, le répertoire contenant tous les documents relatifs à l'offre sera intitulé Offre-Lot-xy (où xy est le numéro du lot).
- Tous les répertoires sont regroupés dans un seul fichier : Documents.zip.
- Ce fichier est inséré dans l'enveloppe unique mise à votre disposition

3. Copie de sauvegarde

Il est ici rappelé, que les soumissionnaires conservent la possibilité de transmettre, en parallèle à leur réponse envoyée par voie électronique, une copie de sauvegarde sous forme papier ou sur support électronique (CD, DVD ...).

Cette copie, pour être éventuellement valablement utilisée, doit parvenir dans les délais impartis pour la remise des candidatures et des offres.

L'enveloppe d'envoi doit comporter la mention lisible « Copie de sauvegarde ».

L'envoi d'une copie de sauvegarde n'est pas une obligation, c'est un droit du soumissionnaire qui peut décider ou non de l'exercer.

VIII. Renseignements complémentaires

1. Compléments d'informations

a. Demandes par écrit

Toutes demandes de renseignements complémentaires doivent être formulées par écrit à l'attention de :

Mme. DAREAU Aurélia
aurelia.dareau@erts-olivet.org
ERTS Olivet
2032 rue de Général de Gaulle
45160 – OLIVET

M. DURAND Cédric
cedric.durand@erts-olivet.org
ERTS Olivet
2032 rue de Général de Gaulle
45160 – OLIVET

Mme. THOMAS Valérie
Valerie.thomas@acceo.eu
ACCEO Accessibilité
16 rue de la Mouchetière Z.I Ingré
45140 – Ingré

b. Visite des lieux

Les entreprises sont informées qu'elles peuvent visiter les lieux après avoir pris rendez-vous avec :

Mme. DAREAU Aurélia
Mail : aurelia.dareau@erts-olivet.org
M. DURAND Cédric
Mail : cedric.durand@erts-olivet.org

La visite est obligatoire pour répondre au lot n°7 : Ascenseur.

Cette visite pourra porter notamment sur les points suivants sans que cette énumération soit limitative :

- Le lieu d'implantation des ouvrages.
- L'état du terrain.
- Les contraintes dues à la surface du terrain, à la réglementation locale, aux conditions climatiques normalement prévisibles, aux exigences du Maître d'Ouvrage, à l'environnement.
- Les conditions d'accès.

Les candidatures des entreprises seront donc contractuellement réputées tenir compte de toutes les constatations faites lors de cette reconnaissance, et comprendre explicitement ou implicitement tous les travaux accessoires et autres nécessaires.

Les entrepreneurs sont donc réputés avoir pris connaissance de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

Pour les autres lots, les entreprises sont informées qu'elles peuvent visiter les lieux après avoir pris rendez-vous avec le contact ci-dessus.